

BULGARIE : DES ELECTIONS LEGISLATIVES INDECISES

Nadège Ragaru¹
CNRS/LASP

« Un homme d'affaires, ayant souhaité gardé l'anonymat, est perdu dans la nouvelle structure des ministères. Chacun des trois partis de la coalition gouvernementale [formée le 17 août 2005] a placé l'un des siens au poste de vice-ministre. - 'Avant, c'était simple, dit l'homme d'affaires anonyme. Tu savais à qui tu devais glisser quelque chose pour qu'on t'arrange tes affaires...Mais maintenant, il faut donner à des partis différents qui se surveillent perpétuellement ...Et en plus tu n'es même pas sûr que ça résolve tes problèmes'. Pour sortir de cette situation complexe, l'homme d'affaires propose à l'Agence de recouvrement des redevances publiques d'être renommée Agence des relations d'affaires. Que, là-bas, soient collectées les sommes que l'homme d'affaires donne aux fonctionnaires. Que les revenus soient partagés selon le principe 9:5:3 - comme les postes ont été répartis dans la coalition gouvernementale ».

Cette anecdote publiée dans le journal satirique bulgare, *Stāršel* [Frelon], le 9 septembre dernier, reflète bien l'atmosphère politique en Bulgarie quelques semaines après la formation d'un gouvernement tripartite dirigé par le socialiste, Sergej Stanišev. 51 jours et trois mandats² ont été nécessaires à la signature d'un compromis entre le

¹ nragaru@yahoo.fr

² La Constitution bulgare de juillet 1991 prévoit que le candidat au poste de Premier ministre de la formation politique arrivée en tête du scrutin reçoive mandat pour former un gouvernement (art.99, al.1). Si, au terme



Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste), arrivé en tête du scrutin, le Mouvement national Siméon II (MNS II, centre-droit) et le Mouvement des droits et libertés (MDL, représentant les intérêts de la minorité turque). En l'espace de cinq semaines, les électeurs bulgares ont tour à tour cru qu'ils seraient gouvernés par une coalition de gauche (PSB/MDL), par un rassemblement de toutes les forces de droite et par un gouvernement de centre-droit où le Premier ministre sortant, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, aurait tenu le premier rôle. Finalement, ils se retrouvent en présence d'une coalition couvrant un large spectre idéologique et rassemblant des formations, le PSB et le MNS II, qui avaient consacré l'essentiel de leur campagne à convaincre leurs électeurs qu'elles ne sauraient s'entendre, encore moins gouverner avec un parti minoritaire contesté au sein de leurs électors respectifs... Longues et laborieuses, les tractations post-électorales auront par ailleurs fait davantage penser à un partage de positions lucratives qu'à une réflexion sur les politiques publiques à mettre en œuvre d'ici l'intégration de la Bulgarie à l'Union européenne (UE).

Le 25 octobre prochain, la Commission européenne rendra son dernier rapport sur les avancées de la Bulgarie en vue d'une entrée dans l'UE au 1^{er} janvier 2007. Le 25 avril 2005, la Bulgarie et la Roumanie ont signé le Traité d'adhésion, mais elles ont dû accepter l'adjonction d'une clause de sauvegarde autorisant l'Union à reporter leur intégration d'un an pour le cas où les engagements pris en matière de restructuration de la justice, de lutte contre la criminalité organisée et de respect de la concurrence ne seraient pas tenus. Comme sa voisine roumaine, la Bulgarie aborde ainsi une phase délicate : les élites politiques savent qu'elles disposent d'un temps limité pour faire adopter des changements législatifs ambitieux et escomptent un rapport relativement sévère fin octobre. Bien que le gouvernement Stanišev puisse s'appuyer sur une confortable majorité à l'Assemblée (167 sièges sur 240), les nominations politiques croisées intervenues ces dernières semaines risquent d'induire des blocages sur le terrain. Rien ne garantit, par ailleurs, que le pouvoir exécutif ait la volonté et la cohésion indispensables à un assainissement effectif de la vie publique.

d'une semaine, ce dernier ne parvient pas à constituer une équipe approuvée par le Parlement, le président de la République donne mandat au candidat du parti classé en seconde position (art.99, al.2). Une troisième tentative est prévue par la Constitution, le chef de l'Etat disposant alors d'une certaine marge de manoeuvre dans le choix du mandataire (art.99, al.3). En cas d'échec, l'Assemblée est dissoute et de nouvelles élections sont organisées (art.99, al.4). En juillet-août 2005, la ronde des mandats a d'abord concerné les socialistes (qui souhaitaient proposer une coalition bicolore PSB-MDL), puis le Mouvement national Siméon II (MNS II) et enfin le Mouvement des droits et libertés (MDL).

Revenir sur la scène politique et l'état de la société dans le contexte des élections parlementaires de juin dernier n'en apparaît dès lors que plus nécessaire. A l'instar du scrutin intervenu en Allemagne le 18 septembre dernier, en Bulgarie, le test des urnes s'est révélé peu concluant. La relative faiblesse des grands partis et la dispersion des voix entre sept formations traduisent deux évolutions de moyenne durée. La première concerne l'épuisement du clivage entre « ex-communistes » et « anti-communistes » qui avait structuré la vie politique bulgare pendant les années 1990. La mise en œuvre des réformes économiques et la réalisation d'un projet euro-atlantique devenu largement consensuel ont érodé les anciens supports de différenciation partisane, fragilisant les partis politiques qui, à droite notamment, avaient construit leur identité sur l'occupation d'une niche réformatrice un temps monopolistique. La seconde évolution - corrélative - tient à la désaffection des électeurs envers des partis politiques dont les conceptions et usages (clientélares) du pouvoir paraissent souvent interchangeables. Là où certains votants se résignent à l'épuisement des alternatives politiques (à quoi bon changer de parti de gouvernement si tous les acteurs politiques sont similaires ?), d'autres veulent croire en l'émergence de leaders plus en phase avec leurs préoccupations quotidiennes et capables de proposer des recettes radicalement nouvelles. C'est en jouant sur ces aspirations qu'une coalition nationaliste extrémiste, le Rassemblement national *Ataka* [Attaque], est parvenue à rallier 8,16% des électeurs (21 sièges au Parlement). Son leader charismatique, le journaliste Volen Siderov, a su convaincre en soulevant des problèmes restés tabous comme la gestion des minorités roms. Xénophobe, antisémite et anti-occidental, son discours a également séduit par une dénonciation énergique des dévoiements de la démocratie post-communiste - la corruption des élites et les nouvelles inégalités sociales.

Le retour des socialistes au pouvoir : enfin « reconvertis » ?

Dès l'automne 2004, les instituts de sondage suggéraient qu'aucune organisation politique ne parviendrait à obtenir une majorité absolue au Parlement. La formation d'un gouvernement de coalition paraissait inéluctable. Pourtant, les résultats enregistrés par le Parti socialiste bulgare (PSB) sont restés très en deçà des attentes : alors qu'ils visaient 35 à 40% des voix, les anciens communistes n'ont séduit que 30,95% des

électeurs (12% de plus qu'il y a quatre ans) et conquis 82 des 240 sièges que compte le Parlement. Ce résultat s'explique par des questions de tactique politique, mais aussi par la difficulté des responsables socialistes à crédibiliser sa reconversion social-démocrate.

Dans l'opposition depuis huit ans, les socialistes sont entrés dans la compétition électorale trop tôt : deux ans avant les élections parlementaires de juin 2005, ils faisaient déjà figure de principale alternative au gouvernement de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha et menaient la course en tête dans les enquêtes d'opinion. En novembre 2001, c'est un socialiste, Georgi Pärvanov, jusqu'alors leader du PSB, qui avait été élu à la présidence - une première depuis 1990. Le chef de l'Etat avait cherché à se démarquer du gouvernement sur des questions de politique extérieure sensibles comme la guerre en Irak ou la fermeture, exigée par l'Union européenne et acceptée par Siméon II, de deux réacteurs de la centrale nucléaire de Kozlodui fin 2006³. Il avait également entrepris de renforcer son influence sur la scène intérieure en proposant une interprétation extensive des prérogatives dévolues au président par la Constitution de 1991. Deux ans plus tard, en octobre 2003, les socialistes remportaient les élections locales en totalisant 23% des suffrages hors coalitions (soit environ 628 000 voix), loin devant l'Union des forces démocratiques (UFD, 14%, 372 000 voix), le Mouvement des droits et libertés (MDL, 10% et 253 000 voix) et le Mouvement national Siméon II (MNS II, 7% et 173 000 voix)⁴. Ne restait dès lors plus que le pouvoir législatif à conquérir. Mais l'assurance avec laquelle les socialistes ont abordé cette consultation électorale a contribué à fragiliser la posture d'une formation qui peine par ailleurs à incarner un renouveau.

³ En 1999, afin d'obtenir une invitation du Sommet européen d'Helsinki (décembre 1999) à ouvrir des pourparlers d'adhésion à l'Union européenne, le gouvernement Kostov (UFD, droite) avait accepté de fermer les réacteurs 3 et 4 - de fabrication soviétique et alors jugés peu sûrs par les experts occidentaux - de la centrale de Kozlodui d'ici la fin 2006. En échange, l'UE proposait des compensations financières à la Bulgarie. En 2002, la question de la fermeture des réacteurs est revenue en haut de l'agenda politique bulgare, les milieux du nucléaire bulgare, une partie des forces politiques et la majorité de l'opinion se déclarant hostiles à cette mesure. Les résultats des dernières missions d'experts indépendants conduites en 2003 à la demande des autorités bulgares ont en effet suggéré que les conditions de sécurité à la centrale étaient maintenant satisfaisantes, sans pour autant se prononcer sur la pertinence d'une révision de l'accord de 1999. Les autorités bulgares s'alarment par ailleurs d'éventuelles hausses du prix de l'électricité après 2006 et de la perte d'un rôle de centre énergétique des Balkans auquel elles aspiraient. En mai 2004, le Premier ministre, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha a annoncé la construction d'une nouvelle centrale thermique à Belene.

⁴ Voir ALPHA RESEARCH. « Local Elections 2003, Overview of the Main Results ». Sofia, 20 novembre 2003.

Au lendemain de la démission spectaculaire du Premier ministre socialiste, Žan Videnov, en décembre 1996, qui venait clore un exercice gouvernemental catastrophique⁵, les socialistes avaient pourtant entrepris un *aggiornamento* délicat. La création, en février 1997, par des réformateurs du PSB d'une Eurogauche (EG) aspirant à incarner la social-démocratie et la défaite électorale d'avril 1997 avaient conduit G. Pärvanov, le successeur de Ž. Videnov à la direction du parti, à infléchir la rhétorique du PSB et à mettre à l'écart les figures les plus compromises⁶. Le ralliement des socialistes au projet d'adhésion à l'OTAN en mai 2000 - sans doute le plus tardif de toute l'Europe centrale et orientale - avait valeur emblématique des efforts de recentrage engagés. Conjointement, le PSB a cherché à obtenir une reconnaissance internationale : au lendemain de l'élection présidentielle de 2001, c'est d'ailleurs à l'ancien responsable des relations extérieures du parti, Sergej Stanišev, que la direction du PSB est revenue. L'acceptation au sein de l'Internationale socialiste à l'automne 2003 est venue récompenser ces efforts de « normalisation ». Sergej Stanišev a par ailleurs poursuivi le remaniement des instances dirigeantes du parti engagé par son prédécesseur en écartant des conservateurs et certaines figures liées au « Mouvement des généraux »⁷.

Le renouveau du Parti socialiste bulgare s'est toutefois heurté à deux obstacles, les attentes de la base sociale traditionnelle du parti, d'une part, et l'existence de réseaux d'intérêts contradictoires parmi ses élites dirigeantes, d'autre part. Depuis une décennie, les discussions sur l'avenir du PSB butent sur le constat suivant : le noyau dur

⁵ Sur le gouvernement Videnov, voir RAGARU, Nadège. « La Bulgarie : qu'y a-t-il après le (néo)-communisme? », *Relations Internationales et Stratégiques*, 26, juin 1997, p.115-132.

⁶ Sur les efforts de réorientation social-démocrate sous G. Pärvanov et ses dilemmes, voir TOUYKOVA, Marta. « La social-démocratisation du Parti socialiste bulgare ». *Transitions*, octobre 2001, p.73-96.

⁷ Le Mouvement pour l'unité et le développement du PSB (*Dviženie za edinstvo i razvitie na BSP*), plus connu sous le nom de « Mouvement des généraux », était un courant du PSB regroupant des responsables du Parti communiste ayant occupé des postes de responsabilité au sein de la Sûreté d'Etat, de la police ou de l'armée (d'où leur surnom de « généraux ») et des représentants de la *nomenklatura* économique reconvertis aux affaires. Créé en janvier 1998 à l'initiative de Dimităr Ivanov, ancien chef du 6^{ème} Département de la Sûreté d'Etat (police politique) et ancien vice-président du conglomérat *Multigroup*, le Mouvement avait espéré imposer sa vision politique et protéger ses intérêts économiques après l'échec du gouvernement Videnov. Outre D. Ivanov, sa direction était composée de Nikolaj Dobrev (ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Videnov), le général Ljuben Gocev (ancien ministre des Affaires étrangères en 1990-1991 et haut responsable du contre-espionnage économique communiste), Dimităr Dimitrov (ancien vice-directeur de la Banque centrale bulgare) et Krăstju Trendafilov (ancien ministre de l'Agriculture du gouvernement Videnov et député PSB). Son porte-parole était l'ex-ministre de la Justice du gouvernement Videnov, Mladen Červenjakov. Parmi ses membres, figuraient l'ancien chef des renseignements bulgares, le général Brigo Asparuhov (1990-1997), l'ancien directeur du contre-espionnage, le général Sava Džendov, et l'ancien adjoint au chef d'état-major, le général Kamen Petrov.

des électeurs fidèles au PSB réside plutôt en milieu rural ou dans de petites villes, est âgé et peu éduqué. Au sein de ce groupe, les appartenances sociales et les imaginaires de l'ordre social tendent à porter l'empreinte de l'ancien régime, avec un attachement notable à un Etat redistributeur, à la justice sociale et à un patriotisme à connotations russophiles. Dès 1995, une « bourgeoisie rouge » était née des stratégies de reconversion de l'ancienne *nomenklatura* dont les intérêts socio-économiques, capitalistes, différaient singulièrement de ceux des sympathisants du PSB, « les grands-mères rouges » (*červenite babički*). Les stratèges du parti étaient conscients que tout effort de réorientation risquait d'aliéner cet électorat traditionnel sans pour autant convaincre d'anciens supporters du camp « anti-communiste » de voter pour les « rouges »⁸.

Le résultat des élections de 2005 donne à penser que le PSB n'a pas entièrement réussi son ouverture vers de nouveaux secteurs de la société : assurément, des progrès ont été enregistrés dans les milieux entrepreneuriaux (les petites et moyennes entreprises), où les socialistes étaient peu représentés, ainsi que parmi les jeunes de moins de 30 ans⁹. Toutefois, si l'on en croit les résultats du sondage de sortie des urnes réalisé par l'institut de sondages, *Alpha Research*, c'est toujours parmi les plus de 50 ans que le PSB réalise ses meilleurs scores (57% des électeurs PSB appartiennent à cette tranche d'âge) ; 30% des votants socialistes vivent dans des villages, 26% dans des communes de taille modeste (contre seulement 14% à Sofia et 30% dans des centres régionaux) ; enfin la part des diplômés de l'enseignement supérieur n'est toujours que de 25% contre 30% pour le MNS II, 31% pour l'Union des forces démocratiques (UFD, droite) et 43% pour les Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF, droite conservatrice)¹⁰. Surtout, bien que le PSB soit parvenu à convaincre une frange des déçus du gouvernement sortant (16%) de jouer la carte socialiste, sa capacité à mordre sur les autres électorats est restée limitée : seuls 2% des électeurs

⁸ Dans la vie politique bulgare, les partis sont souvent connus par leur couleur, rouge pour les socialistes, bleu pour l'Union des forces démocratiques (UFD, droite) et jaune pour le Mouvement national Siméon II (MNSII, centre-droit).

⁹ Entretien avec le politiste, Živko Georgiev, BBSS Gallup International, Sofia, 29 septembre 2005. Selon Živko Georgiev, qui participe à un groupe de réflexion socialiste sur l'avenir du PSB, seule la « génération des places » - celle qui était dans les rues en 1989-1990, en 1993, ou en 1997 pour protester contre le pouvoir communiste puis contre la lenteur des changements -, aujourd'hui âgé de 35 à 45 ans, paraît peu susceptible de voter socialiste. Au sein de ce groupe, les désillusions par rapport aux formations issues de l'ancienne coalition anti-communiste (l'UFD) se traduisent plus volontiers par l'abstentionnisme ou par un vote en faveur de formations marginales.

¹⁰ Voir ALPHA RESEARCH. « Legislative Elections 2005, Exit Poll Results ». Sofia, 25 juin 2005.

UFD et 0,5% des électeurs MDL ont franchi la ligne interpartisane pour rallier les socialistes. *A contrario*, son évolution social-démocrate lui a fait perdre des soutiens : 11% des électeurs d'*Ataka*, la nouvelle coalition nationaliste radicale, sont ainsi venus des rangs du PSB. Un basculement qui se comprend d'autant plus aisément si l'on se souvient que certains cadres d'*Ataka* ont fait carrière au Parti socialiste, à l'image de Minčo Minčev, ancien responsable de la Plate-forme marxiste, un courant d'idée du PSB réputé pour son conservatisme et son nationalisme.

La lente diversification de l'électorat socialiste s'éclaire également à la lumière des dynamiques intra-élitaires du Parti socialiste bulgare. Depuis la chute du communisme, le PSB a misé sur une stratégie d'unité dans la diversité pour survivre dans un environnement perçu comme hostile. La formation de courants au sein du parti successeur a ainsi été consacrée dans les statuts. L'objectif était d'éviter un éclatement de l'ancien monolithe en une palette de formations dont certaines auraient occupé la niche social-démocrate et d'autres suivi la voie du néo-communisme. Les deux années du gouvernement Videnov (janvier 1995-décembre 1996) ont toutefois montré les difficultés qu'une formation au profil idéologique et aux intérêts hétérogènes pouvait avoir à gouverner : le jeune Premier ministre s'est retrouvé paralysé par les attentes contradictoires de managers du secteur public désireux de retarder le processus de privatisation, d'anciens membres de la *nomenklatura* ayant réussi dans la nouvelle économie privée et souhaitant, au contraire, une accélération de la cession des actifs publics, et enfin de conservateurs nostalgiques de l'ancien dirigisme économique.

En dépit du renouvellement des cadres entrepris depuis lors, le PSB continue à apparaître comme une formation dont les relations avec les milieux économiques et l'univers des anciens services de renseignement sont ambivalentes¹¹. Au sommet, l'image de Sergej Stanišev paraît également brouillée : le leader socialiste a ainsi été présenté tantôt comme un réformateur dont le projet politique se rapprocherait plus volontiers du social-libéralisme à la Tony Blair que d'une social-démocratie allemande ; tantôt, on lui a reproché son histoire familiale (communiste sur trois générations) et ses origines (il est né en Ukraine) - toutes deux perçues comme les signes d'une rigidité

¹¹ L'annonce en septembre 2005, par le nouveau ministre de l'Intérieur, Rumen Petkov, de la création d'un Conseil citoyen (*Obštstvenija sãvet*) destiné à l'aider à lutter contre la criminalité organisée et comprenant plusieurs figures réputées pour leur rôle dans les anciens services de renseignement communistes, comme le général Ljuben Gocev ou encore le général Brigo Asparuhov, ont contribué à réveiller, au sein de l'opinion et dans l'opposition, les craintes d'une réaffirmation d'acteurs et de pratiques discrédités.

« communiste ». Dans un cas comme dans l'autre, le leader des socialistes a eu quelque peine à s'imposer dans une organisation qui compte de fortes personnalités, à l'instar de Rumen Petkov (vice-président du parti, longtemps en charge de l'organisation et, depuis le 17 août 2005, ministre de l'Intérieur) ou de Rumen Ovčarov (ancien ministre de l'Energie du gouvernement Videnov, en charge désormais d'un grand ministère de l'Economie et de l'Energie). En Bulgarie, les analystes n'ont par ailleurs pas manqué d'anticiper d'éventuelles querelles de préséance entre le chef de l'Etat, Georgi Părvanov, et son nouveau Premier ministre. Au final, la crainte que de nouvelles divisions, des jeux de coulisse ou la réaffirmation d'intérêts économiques liés à la Russie ne viennent entraver l'action d'un éventuel gouvernement socialiste a dissuadé certains électeurs de voter « rouge ». L'alliance contrainte avec le Mouvement national Siméon II (MNS II, centre-droit) ne devrait guère faciliter la clarification de l'identité partisane des socialistes et la mise en œuvre d'un programme politique distinctif.

La survie d'un parti attrape-tout devenu « libéral » : le Mouvement national Siméon II

Depuis 1989, il est de coutume, en Bulgarie, que les partis de gouvernement échouent à obtenir un second mandat. Le Mouvement national Siméon II (MNS II) n'a pas failli à cette règle : portée au pouvoir par plus de 42,73% des suffrages en juin 2001, l'organisation de l'ex-roi, Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, opportunément rentré d'exil pour proposer à des électeurs désabusés une vie meilleure « en huit cents jours », a perdu plus de la moitié de ses soutiens en l'espace de quatre années. Avec 19,88% des voix et 53 sièges au Parlement, le Mouvement n'en reste pas moins la seconde force politique du pays. Comment expliquer la performance d'une organisation formée il y a quatre ans et dont la survie en politique ne paraissait nullement assurée il y a deux ans encore? Sans doute au point de rencontre entre l'observation des avancées réalisées en matière d'intégration euro-atlantique, un début d'amélioration du climat social et la capacité de l'ancien roi à préserver une image paternelle rassurante.

Le gouvernement Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha a d'abord pu être crédité des succès enregistrés dans la poursuite des objectifs euro-atlantiques de la Bulgarie : si c'est le gouvernement Kostov (UFD, centre-droit, 1997-2001) qui a supervisé la réorientation du pays en direction de l'OTAN et engagé les réformes de structure ayant

permis à la Bulgarie d'être invitée à entamer des pourparlers d'adhésion avec l'Union européenne en décembre 1999 (Sommet d'Helsinki), c'est son successeur qui a engrangé les principaux bénéfices des efforts entrepris. Le 1^{er} avril 2004, la Bulgarie a intégré l'Alliance atlantique, une adhésion vécue dans le pays comme un gage de reconnaissance internationale et une garantie de sécurité majeure ; le 25 avril, elle signait le Traité d'adhésion à l'Union européenne.

L'afflux des financements européens au titre de la pré-adhésion commence par ailleurs à produire des effets socio-économiques, de même que l'afflux des investissements étrangers attirés par la perspective d'intégration européenne. La croissance annuelle est restée élevée pendant tout le mandat Siméon II, entre 4 et 5%. Au cours des quatre dernières années, la politique d'austérité macro-économique conduite, depuis 1997, dans le cadre du directoire monétaire du Fonds monétaire international (FMI), a en outre pu être assouplie grâce à l'amélioration des comptes publics. Le faible déficit budgétaire a permis de formuler une politique plus active de lutte contre le chômage (programmes de formation et reconversion, création de contrats d'emplois temporaires, etc.), de relever les minima sociaux et d'augmenter les salaires dans la fonction publique. Pour une partie de la société bulgare, le mandat Siméon II a ainsi été synonyme de normalisation, voire d'un accès timide aux bienfaits de la société de consommation.

Bien que, en termes de lutte contre la corruption ou de répression de la criminalité organisée, le Mouvement national Siméon II a largement déçu, une frange des électeurs bulgares reste séduite par la figure de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha, dont la côte de popularité s'est redressée dans les sondages - un phénomène suffisamment rare pour être noté - en fin de mandat : jugé élégant, perçu comme bien inséré dans les milieux internationaux, le Premier ministre est parvenu à se doter d'une image d'*outsider* de la vie partisane bulgare en jouant sur la rareté des interventions dans les media et un paternalisme serein. Son discours sur le dépassement de la confrontation entre les « rouges » et les « bleus » reste bien reçu dans une société lasse du climat de politisation ayant dominé les années 1990.

Né de l'investissement en politique de figures issues d'horizons variés (l'ancien sérail communiste, la jeunesse diasporique, des représentants de la « société civile » et

des transfuges de la droite bulgare), le Mouvement national Siméon II est paradoxalement entré en phase avec un électorat qui jugeait les querelles partisans peu lisibles et excessivement personnalisées. Depuis le printemps 2003, le Mouvement tente par ailleurs de conférer une certaine caution idéologique à cette posture qui emprunte à un néolibéralisme économique mâtiné d'appels à la justice sociale en se présentant comme une formation libérale, récemment acceptée dans l'Internationale libérale (mai 2005). Ce positionnement autorise un certain éclectisme idéologique et une flexibilité dans le choix des alliances post-électorales.

Divisés sur l'opportunité d'un partenariat avec les socialistes (le Premier ministre était réputé réticent, son ministre des Finances, Milen Velčev, s'était en revanche prononcé pour une coalition avec le PSB), les « jaunes » de Siméon II ont d'abord essayé de monnayer leur participation à un éventuel gouvernement de coalition contre le maintien de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha au poste de Premier ministre - une position inadmissible du point de vue des socialistes. Une fois investis du mandat pour la formation d'un cabinet, ils ont exploré toutes les opportunités existantes de coalition de gauche ou de droite¹², avant de se résigner à occuper une place plus modeste au sein du gouvernement de Sergej Stanišev.

Une droite divisée, en quête de projet

La grande perdante de cette évolution centriste est la droite bulgare et, tout particulièrement, le parti politique qui en fut le noyau dur, l'Union des forces démocratiques (UFD). Fondée en décembre 1989 comme un rassemblement, alors idéologiquement très éclectique d'une douzaine d'organisations anti-communistes (certaines issues de la dissidence, d'autres des partis historiques reconstitués), l'UFD a longtemps été le principal porteur des aspirations aux changements démocratiques en Bulgarie. Après une expérience gouvernementale controversée sous Filip Dimitrov, en 1991-1992, l'organisation s'était consolidée sous la houlette d'Ivan Kostov. Dans le

¹² La réalisation d'une coalition de droite aurait supposé un soutien de tous les députés de droite plus *Ataka*. Or ce dernier apport paraissait difficile à légitimer après que tous les partis politiques bulgares eurent annoncé leur intention de boycotter la formation nationaliste de Volen Siderov.

sillage des manifestations de janvier 1997¹³, Ivan Kostov était parvenu à fonder les organisations membres de l'UFD en un parti de tendance chrétienne-démocrate. Face à des socialistes hésitants, l'UFD avait l'avantage de défendre un projet de société explicite : création d'une économie de marché, adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. Sa cohérence interne et son audience dans la société, elle les devait à l'impératif d'une lutte contre des « anciens communistes » non réformés. Le ralliement du Parti socialiste bulgare au principe d'une adhésion à l'OTAN, son acceptation du directoire monétaire du FMI et le consensus autour des objectifs européens de la Bulgarie ont dès lors privé l'UFD d'un programme et, plus encore, d'un ennemi. Les efforts de certains dirigeants « bleus » pour réactiver la peur du « mal communiste » en 2000 (avec le vote d'une résolution parlementaire mettant le régime communiste hors la loi, par exemple) et en 2005 (en suggérant que les chances d'intégration de la Bulgarie à l'Union européenne pourraient être sérieusement réduites en cas de victoire électorale des socialistes) ont rencontré peu de succès.

Cette crise identitaire de la droite bulgare a été aggravée par la reprise des scissions-fusions caractéristiques de la première moitié des années 1990 : pour « tenir » son parti, Ivan Kostov avait adopté un style autoritaire et centralisateur, s'appuyant sur son propre charisme et sur quelques personnalités de confiance. Les premières défections sont intervenues dès 2000, avec le départ de Bogomil Bonev, le ministre de l'Intérieur démis de ses fonctions en décembre 1999 sur la base d'allégations de corruption. La fissuration de l'UFD s'est accélérée au lendemain de la défaite électorale de juin 2001 : le 9 décembre, le maire de Sofia, Stefan Sofianski, a lancé une nouvelle Union des démocrates libres (UDL). Le 8 février 2002, c'était au tour d'Evgeni Băkardžiev, un des anciens ténors du parti, d'enregistrer une Union démocratique bulgare « Radicaux » (UDB'R'). Contraint de quitter la direction de l'UFD, Ivan Kostov a été remplacé en mars 2002 par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Nadežda Mihajlova, vice-présidente du Parti populaire européen (PPE). Mais il n'a pas renoncé à poursuivre sa carrière politique et a opté, en mai 2004, pour la formation d'une

¹³ L'expression désigne la mobilisation sociale de quatre semaines intervenue dans un contexte de grave crise économique et financière avec début d'hyperinflation. Rassemblés au centre de Sofia et dans les principales villes du pays, les manifestants exigeaient notamment que les anciens communistes renoncent à former un nouveau gouvernement au lendemain de la démission de Žan Videnov, en décembre 1996. Le 5 février 1997, après une médiation orchestrée par le chef de l'Etat, Petăr Stojanov, Nikolaj Dobrev, pressenti comme Premier ministre par le PSB, a renoncé à constituer une équipe et accepté la tenue d'élections parlementaires anticipées.

organisation concurrente de l'UFD, les Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF), entraînant dans son sillage l'essentiel des cadres de l'Union. A l'occasion des élections parlementaires de juin 2005, la confrontation entre frères ennemis a largement tourné à la faveur des DBF. L'organisation conservatrice et modérément nationaliste d'I. Kostov a enlevé 17 sièges (7,07% des voix), soit seulement trois de moins que l'UFD (20 sièges, 8,44%). Jamais au cours de son histoire, l'UFD n'avait enregistré une performance aussi faible. Plus préoccupant pour l'avenir, dans sa concurrence avec les DBF, l'Union a échoué à capter le vote de la population éduquée : 43% des votants DBF étaient titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur, contre 31% seulement pour l'UFD¹⁴.

Traditionnellement, l'Union se présentait par ailleurs devant les électeurs dans le cadre de coalitions ayant vocation à souligner sa capacité à représenter la société bulgare dans toute sa diversité. Ses partenaires étaient de petites formations historiques reconstituées dotées d'un électorat modeste, mais stable, à l'instar de l'Union populaire (UP, elle-même une coalition entre les Agrariens d'Anastacija Mozer et le Parti démocrate) et de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne (VMRO, droite nationaliste). Lors des élections présidentielles de 1996, le front commun des Forces démocratiques unies (FDU) comprenait également le Mouvement des droits et libertés (MDL). En 2005, l'Union des forces démocratiques de N. Mihajlova a échoué à constituer un pôle de ralliement : A. Mozer et la VMRO lui ont préféré une alliance avec l'Union des démocrates libres (UDL) de Stefan Sofianski. L'Union populaire bulgare (UPB) nouvellement formée a réussi à franchir la barrière des 4% (5,70%, 13 sièges), privant l'UFD d'un soutien qui aurait été le bienvenu.

La XVème Conférence nationale de l'UFD, organisée le 1^{er} octobre 2005 pour tirer les leçons du revers électoral subi en juin, a voté le remplacement de Nadežda Mihajlova par Petăr Stojanov à une large majorité des délégués. L'ex-président de la République (janvier 1997-décembre 2001) s'était opposé à la ligne défendue par la précédente direction, notamment sur la question des rapports avec le MNS II (qu'il aurait souhaités plus cordiaux). Il n'est toutefois pas évident qu'il dispose des cadres, de la vision et des moyens financiers pour faire revenir vers l'UFD des sympathisants aliénés par la réitération d'un discours « anti-communiste » de plus en plus déphasé par rapport

¹⁴ Voir ALPHA RESEARCH. « Local Elections 2003, Overview of the Main Results ». Sofia, 20 novembre 2003, op.cit.

aux attentes des électeurs. Sur l'échiquier électoral, l'Union devra chercher à se forger une place entre un MNS II libéral et des DBF sur le point d'occuper avec une certaine cohérence le pôle de la droite conservatrice, morale (la campagne a été construite sur une très virulente dénonciation des pratiques corrompues du gouvernement Saxe-Cobourg-Gotha) et nationaliste. Les DBF ont ainsi été parmi les premières formations politiques à dénoncer le rôle jugé néfaste du Mouvement des droits et libertés d'Ahmed Dogan dans la vie politique bulgare. S'il ne s'agit officiellement que de stigmatiser le « monopole » par une formation unique de la représentation des Turcs dans la vie politique, le discours des DBF n'était pas dénué d'inférences renvoyant aux représentations souvent négatives de la minorité turque et du passé ottoman dans la société bulgare.

Au final, la scène partisane offre l'image de recompositions inachevées pour un système de clivages dont les lignes de démarcation n'apparaissent pas toujours productrices de sens du point de vue des votants. Face à des acteurs politiques prompts à changer d'affiliations, les électeurs semblent désabusés, y compris ceux qui commencent à trouver leurs marques dans la nouvelle économie de marché. C'est sur cette évolution de la société bulgare qu'il convient maintenant de revenir pour mieux comprendre la rencontre parfois aléatoire entre offre et demande politiques et l'émergence d'acteurs prêts à soutenir les propositions extrémistes d'une organisation, *Ataka*, perçue comme ayant le mérite de « dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas »...

Une société socialement stratifiée et politiquement désabusée

Sous le mandat de Siméon de Saxe-Cobourg-Gotha (2001-2005), la société bulgare a poursuivi son processus de différenciation sociale¹⁵. Aujourd'hui, on y observe tout à la fois un sentiment d'apaisement, l'impression de rentrer dans un univers de nouveau prévisible, où les agents économiques peuvent former des anticipations et les ménages planifier leurs dépenses sur plusieurs mois. Avec les grandes privatisations dans le secteur de l'énergie et des infrastructures, le système économique paraît sur le

¹⁵ Sur ces évolutions socio-économiques, se reporter à RAGARU, Nadège. « Bulgarie : désillusions et désordres politiques ». *Le courrier des pays de l'Est*, octobre 2005, p.34-54.

point d'achever sa mue. Dans le même temps, cette relative stabilisation donne plus de saillance aux mutations sociétales intervenues au cours des quinze dernières années - l'approfondissement des inégalités, mais aussi la disparition des solidarités tissées dans la lutte contre les pénuries communistes. Même chez les « gagnants » des changements post-communistes, le constat est nuancé : le désir très vif de retour vers soi, sa famille, sa carrière a partie liée avec un désenchantement par rapport aux transformations politiques du post-communisme et avec une prise de conscience des limites d'un modèle occidental contesté en son sein même.

Une petite élite, composée principalement de diplômés de l'enseignement supérieur, âgés de 30 à 50 ans, sait désormais qu'elle est parvenue à tirer profit du changement d'ordre économique. Progressivement, se confirme le nouveau statut social des entrepreneurs, des ingénieurs travaillant pour des firmes occidentales, des avocats ou encore des médecins. Dans ces milieux, un mode de consommation à « l'occidentale » est déjà la règle. Très éprouvées par les changements de l'après-1989, les classes moyennes (cadres intermédiaires, enseignants, etc.) commencent, plus modestement, à retrouver des repères sociaux. Financièrement, elles survivent grâce à la conjugaison entre plusieurs emplois, aux réseaux de solidarité familiale et à l'accès au crédit (en hausse rapide depuis 2003). Pour de nombreuses familles, le travail migrant à destination de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce ou de l'Allemagne - rendu plus aisé depuis la levée des visas de l'UE en décembre 2000 - fournit par ailleurs des compléments de revenus appréciables.

En bas de l'échelle sociale, les anciens ouvriers ou employés savent désormais qu'ils ne parviendront pas à trouver des opportunités de réalisation sociale, ni même à préserver leur ancienne place dans la société. Environ un tiers des Bulgares se sent ainsi profondément marginalisé : emplois précaires ou inactivité, exclusion. Les minorités sont particulièrement touchées par ces mutations, au premier chef les Roms. La réflexion s'applique également à une partie des Pomaks vivant dans des villages de montagne que le tourisme écologique ne parvient pas encore à sortir de la crise économique. Dans les régions productrices de tabac autour de Kărdžali, les Turcs connaissent des conditions de vie extrêmement difficiles et appréhendent une prochaine restructuration du secteur du tabac.

Par-delà ces trajectoires sociales différenciées, prévaut au sein de la société le sentiment selon lequel l'ordre social présent est largement injuste : le post-communisme est vu comme ayant donné la primeur aux personnes issues des rangs de l'ancienne *nomenklatura* communiste, aux membres des anciens services de renseignements et aux élites politiques. La réussite y reste décrite comme l'apanage de ceux qui disposent non d'une compétence, mais de bons contacts et de protections politiques. La lente émergence d'un discours sur la réussite sociale, fruit du travail, ne suffit pas à modifier la tonalité générale des lectures du temps présent. Comment s'étonner de cette amertume ? La thérapie de choc a entraîné des chutes de revenus brutales, fait disparaître des pans entiers des anciennes industries socialistes et entraîné une hausse dramatique du sentiment d'insécurité. Les inégalités sont devenues béantes : la Bulgarie a vu de nouveaux riches exhiber leurs Mercedes noires, puis leurs 4X4 flambant neufs, se vanter de leurs vacances à l'Ouest et faire construire des maisons blanches protégées par caméras et murs d'enceinte dans les quartiers chics de la capitale. Et aucune manifestation de colère ou d'indignation n'a atteint la sphère publique¹⁶. La mobilisation syndicale a été décrédibilisée par les pratiques controversées des deux principales centrales ; l'idée même de l'action collective reste pour l'essentiel dévaluée.

Combien de temps une société peut-elle restée à accumuler désillusions et mécontentements sans que « quelque chose » se passe sous forme de mobilisations sociales, de vote politique radical ou de recours à des moyens violents ? Telle est sans doute l'une des questions qui se pose avec le plus d'acuité dans le monde post-communiste (et, de plus en plus, dans les « vieilles démocraties » d'Europe de l'ouest). Pour l'heure, la principale traduction politique en Bulgarie des désillusions du post-communisme a été la hausse du taux d'abstention aux consultations électorales. La participation était de 90,8% lors du premier scrutin libre de juin 1990, de 78,05% en 1994, de 67,03% en 2001 (après un léger rebond par rapport à 1997 - 62,93%). En 2005, seuls 55,76% des électeurs se sont rendu aux urnes. Le gouvernement Siméon II n'avait pourtant pas ménagé ses efforts pour soutenir l'activité électorale : à l'instar de la Roumanie, la Bulgarie avait couplé la participation au scrutin avec l'organisation d'une loterie nationale ; en outre, plus de 3 millions de leva (1,5 millions d'euros) avaient été consacrés à des projets de renforcement de la participation citoyenne.

¹⁶ Essayons d'imaginer ce que provoquerait, en France, un doublement des prix en l'espace d'une journée...

Une seconde option réside dans la recherche de la permanence : si tous les partis politiques sont les mêmes, si les promesses électorales sont des mensonges de moins en moins pieux et si le passage par le pouvoir corrompt désespérément toute personne qui s'y expose, à quoi bon renouveler les cadres au pouvoir ? La stabilité présente l'avantage de conférer une certaine prévisibilité aux interactions sociales. Une fois tissées des relations d'interconnaissance avec les détenteurs des fonctions publiques, pourquoi s'exposer au risque de devoir trouver de nouveaux relais dans les ministères, les agences gouvernementales ou la préfecture ? Une partie du vote Siméon II s'explique ainsi par la lassitude devant les changements perpétuels des intermédiaires politiques. La tentation du vote protestataire, cependant, paraît devoir se renforcer. En 2001, Siméon II avait construit son succès sur la dénonciation des partis politiques - tous également corrompus - et une promesse de rétablissement de la morale en politique. Quatre ans plus tard, c'est une version radicalisée de la contestation que Volen Siderov a proposée, non sans un certain succès.

Dire tout haut ce que les électeurs pensent tout bas : la carte contestataire d'Ataka

Dans les media bulgares, deux performances inattendues ont été présentées comme fonctionnant en miroir - celle du Mouvement des droits et libertés (MDL) d'Ahmed Dogan qui a remporté 34 sièges (soit 13 de plus qu'en 2001 et 12,81% des suffrages) et celle d'*Ataka* fort de 21 mandats de députés (8,14% des voix). La juxtaposition peut sembler surprenante, voire choquante. Elle s'inscrit pourtant dans une grille de lecture en passe de devenir dominante. Les liens entre *Ataka* et MDL ont été postulés à un double niveau : le Mouvement des droits et libertés, qui aspire à représenter la minorité turque¹⁷, mais également les Pomaks¹⁸ et les Roms¹⁹, est de plus

¹⁷ La communauté turque de Bulgarie comptait, selon les résultats du recensement de 2001, 746 664 membres, soit 9,42% de la population. Ce chiffre en baisse au cours de la décennie en raison des flux migratoires à destination de la Turquie et d'Etats d'Europe communautaire, comme l'Allemagne. Voir Nacionalen Statističeski Institut [Institut national statistique], sur Internet à l'adresse : <http://www.nsi.bg/Census/Census.htm>

¹⁸ Les Pomaks sont une minorité bulgarophone de confession islamique dont le nombre est estimé, selon les sources, entre 150 000 et 200 000 membres.

¹⁹ La communauté rom est divisée sur un plan confessionnel entre musulmans, sans doute majoritaires, orthodoxes et protestants (souvent des conversions néo-protestantes récentes). Le nombre des Roms, estimé à 370 908 (4,68%) par le recensement de 2001, avoisinerait les 500 000 à 700 000 d'après des sources officielles.

en plus souvent stigmatisé comme un parti visant à « ethniciser » les relations politiques et à monopoliser à son profit les votes minoritaires, ce qui aurait pour effet de fragiliser le « modèle bulgare de tolérance ethnique ». Le renforcement de la présence du MDL en politique - sa première entrée au pouvoir exécutif date de 2001²⁰ - alimenterait en retour la mobilisation d'acteurs nationalistes radicaux. En bref, la création d'*Ataka* constituerait une réponse au MDL.

Pire, selon certains analystes, les deux formations auraient intérêt à une dégradation des rapports intercommunautaires qui constitueraient leur principal « fonds de commerce ». La rumeur circule ainsi à Sofia que les affrontements entre des Roms et des Bulgares « ethniques », qui avaient fait un mort au mois de mai 2005 dans le quartier *Zaharna Fabrika*, auraient pu être montés de toutes pièces afin de conforter une atmosphère de conflictualité et de victimisations croisées²¹. D'autres récits soulignent les bénéfices que le MDL aurait pu tirer, en termes électoraux, de l'émergence d'*Ataka* : les propos anti-turcs et anti-roms très virulents développés par l'organisation du journaliste Volen Siderov n'expliquent-ils pas la mobilisation d'un électorat « ethnique » qui aurait pu, sinon, être tenté de se tourner vers des partis généralistes ?

L'idée d'une convergence d'intérêts entre *Ataka* et le MDL est « étayée » par un second discours relatif, lui, à leur commune insertion supposée dans des réseaux liés aux services de renseignement de l'époque communiste. En juin 2005, le nombre des anciens cadres des forces de sécurité figurant sur les listes d'*Ataka* a surpris : deux membres de l'Union des forces patriotiques et des militaires de réserve, *Zaštita* [Défense], ont été élus, Jordan Veličkov à Stara Zagora²² et Borislav Noev, à Varna ;

²⁰ Fondée en janvier 1990, le Mouvement des droits et libertés (MDL) a été très tôt amené à occuper un rôle de pivot dans la formation des coalitions post-électorales. Toutefois, conscients des réticences de certains membres de la majorité bulgare « ethnique » à la perspective de voir des Turcs de nouveau « gouverner la Bulgarie » (pour reprendre une expression alors consacrée), les responsables du MDL avaient décidé de ne pas proposer d'élus turcs à des postes de responsabilité ministérielle. Dans le gouvernement Berov (décembre 1992-septembre 1994) formé avec le mandat du MDL, c'est un Bulgare « ethnique », Evgeni Matinčev, qui avait obtenu le poste de vice-Premier ministre. Allié du Mouvement national Siméon II (MNS II), le parti d'A. Dogan a jugé en 2001 que l'évolution de la situation politique et sociale dans le pays n'interdisait plus la participation de Turcs au gouvernement. Le ministère de l'Agriculture et des Forêts et un poste de ministre sans portefeuille (en charge des avaries et des catastrophes naturelles) sont revenus respectivement à Mehmed Dikme et Nejdet Mollov.

²¹ Ces remarques s'appuient sur des observations de terrain effectuées au cours d'une mission en Bulgarie en septembre 2005.

²² Voir NIKOLOV, Jovo. « 'Zaštita' mina v 'Ataka' » ['Zaštita' a rejoint 'Ataka']. *Kapital*, 26, juillet 2005.

trois autres figuraient en bonne place sur les listes électorales²³. Par-delà l'Union des officiers de réserve, force est de constater le poids des ex-responsables du ministère de l'Intérieur ou de la Défense au sein d'*Ataka* : les députés de Burgas et de Veliko Tărnovo sont ainsi d'anciens cadres du ministère de l'Intérieur²⁴ ; deux autres anciens militaires, Stančo Todorov, ancien officier dans la défense aérienne et Mitko Dimitrov, ancien officier au service de liaison et transmissions, ont réussi à se faire élire. D'autres candidats ont été moins chanceux : l'ancien chef de l'organisation régionale du ministère de l'Intérieur pour la région de Pleven, le colonel Vasil Marinov, qui avait été licencié sous le gouvernement Kostov (UFD, 1997-2001) et figurait en deuxième position sur les listes de Pleven, a échoué à décrocher un mandat. La même remarque vaut pour le colonel Hristo Gacov, second à Veliko Tărnovo, ex-directeur de la police nationale sous le gouvernement Indžova (cabinet d'experts, septembre-décembre 1994) et pendant la première année du gouvernement Videnov (PSB, janvier 1995-décembre 1996). Enfin, la tête de liste dans la circonscription de Montana, Emil Dančev, qui aurait été membre des services d'espionnage de l'état-major avant 1989, a manqué de peu l'entrée au Parlement²⁵.

En octobre 1997, le ministre de l'Intérieur, Bogomil Bonev (UFD), avait révélé devant le Parlement les résultats d'une Commission d'enquête sur les dossiers de l'ancienne Sûreté d'Etat. Parmi les 23 responsables politiques identifiés comme ayant collaboré avec les services communistes figuraient Ahmed Dogan, ainsi que deux de ses lieutenants, Osman Oktaï et Junal Lutfi²⁶. De là à supposer que ces deux formations serviraient avant tout les intérêts des anciens services...il n'y a qu'un pas volontiers franchi dans les discussions privées à Sofia. L'établissement de telles corrélations en dit sans doute long sur le pouvoir de séduction des théories du complot en Bulgarie. Le

²³ Il s'agit d'Angel Baltanov et de Veselin Vakaricov, en deuxième et troisième positions à Vidin, et de l'architecte Vasil Kmetov, candidat à la mairie de Gabrovo sous les couleurs de *Zaštita* en octobre 2003, deuxième sur les listes de la circonscription de Gabrovo en juin 2005.

²⁴ Le premier, Todor Batilov, a été chef de la police criminelle et responsable de l'Instruction au niveau régional (*okrăg*) à l'époque où les services d'instruction dépendaient encore du ministère de l'Intérieur. Le second, Hristo Veličkov, est un ancien directeur de la police nationale du début des années 1990, proche du Cercle politique, *Zora*.

²⁵ Voir NIKOLOV, Jovo. « 'Zaštita' mina v 'Ataka' », op.cit.

²⁶ Le 18 juillet 1997, le Parlement avait adopté une loi sur l'ouverture des dossiers de la Sûreté d'Etat concernant les élus politiques, les membres de la haute magistrature et la haute administration. Le texte prévoyait la création d'une commission *ad hoc* présidée par le ministre de l'Intérieur et comprenant des représentants des principaux services de renseignement. La liste divulguée par B. Bonev comptait également trois députés socialistes et seulement un élu de la majorité, un député de Varna peu connu. Le PSB et le MDL avaient alors dénoncé un traitement politisé de l'information. Notons que le texte législatif ne prévoyait aucune sanction judiciaire ou politique. Voir *Zakon za dostăp do dokumentite na bivšata dăržavna sigurnost* [Loi sur l'accès aux documents de l'ancienne Sûreté d'Etat]. *Dăržaven vestnik*, 63, 6 août 1997.

phénomène n'est pas nouveau : peut-être en raison du rôle du secret à l'époque communiste, la politique est souvent interprétée dans la société (tous niveaux d'éducation confondus) comme un jeu opaque, mobilisant des solidarités non avouables et affectonnant les décisions de coulisses.

Plus préoccupante, sans doute, est l'évolution des perceptions des minorités observable même chez les jeunes et dans les milieux éduqués. Il est de plus en plus fréquent de rencontrer des interlocuteurs qui considèrent que les minorités - turques, mais aussi roms - ont été « privilégiées » par rapport aux Bulgares ordinaires depuis la chute du communisme, voire pendant la période Živkov²⁷. La création d'un parti « ethnique »²⁸, la ratification de la Convention cadre sur les droits des minorités nationales (mai 1999) faisant obligation à la Bulgarie de reconnaître l'existence de « minorités nationales »²⁹, la diffusion de programmes en langue turque à la télévision bulgare³⁰, la mise en place de projets européens d'aide aux minorités roms, la régularisation ponctuelle de logements roms illégaux ou encore les récits relatifs à l'effacement des dettes des quartiers roms envers la compagnie nationale d'électricité à l'approche des élections, sont cités, pêle-mêle, par les défenseurs de cette thèse comme autant d'illustrations des discriminations dont les Bulgares « ethniques » seraient victimes.

²⁷ Dans cette seconde configuration, l'accent est mis sur les mesures d'encouragement à l'éducation des communautés roms et turques par l'introduction d'un système de quotas dans les universités sous la période communiste.

²⁸ Les opposants au MDL rappellent que la Constitution de 1991 n'autorise pas la formation de partis « sur une base ethnique, raciale ou religieuse » (art. 11, al.4). En 1991, une soixantaine de députés, principalement liés au Parti socialiste bulgare, avait saisi la Cour constitutionnelle à ce propos. La Cour, dans un jugement de 1992, avait fourni une interprétation souple du texte constitutionnel et confirmé la constitutionnalité du parti d'Ahmed Dogan. En 2005, pendant la campagne électorale, la contestation de l'existence même du MDL a été principalement le fait d'*Ataka*. Les membres des Démocrates pour une Bulgarie forte (DBF) ont tenu des propos sensiblement plus prudents et indirects.

²⁹ Au moment du vote, le Parlement bulgare a demandé que soit adjointe au texte une déclaration dans laquelle la notion de « minorité nationale » ne figurait pas. Cette déclaration posait : « confirmant l'adhésion aux valeurs du Conseil de l'Europe et le désir de la Bulgarie d'intégrer les structures européennes, s'engageant en faveur de la politique de protection des droits de l'homme et de la tolérance pour les personnes appartenant aux minorités, et à leur pleine intégration dans la société bulgare, l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie déclare que la ratification et l'application de la Convention cadre pour la protection des minorités nationales n'implique aucun droit d'entreprendre des activités violant l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Etat bulgare unitaire, sa sécurité intérieure et internationale ». Le texte de la Convention est disponible sur Internet à l'adresse :

<http://conventions.coe.int/Treaty/EN/Treaties/Html/157.htm>; la déclaration peut être consultée en anglais à l'adresse : <http://www.hri.ca/fortherecord2001/euro2001/documentation/conventions/fcpnm.htm>

³⁰ Cette mesure est devenue effective le 20 février 2000 : la Télévision nationale bulgare (BNT) diffuse, désormais, une demi-heure hebdomadaire avec un contenu éditorial spécifique.

Ce glissement fait partiellement écho à une dégradation des rapports entre la population majoritaire et des communautés roms très fortement ébranlées par les changements post-communistes. Chassées de la province par la pauvreté et le chômage, elles tendent à affluer vers les grandes villes en espérant y trouver une meilleure destinée. Ce faisant, elles viennent gonfler la population, d'ores et déjà en situation précaire, de quartiers roms qui manquent d'infrastructures et de ressources. Il en résulte pour les pouvoirs publics un défi qu'ils ne sont pour l'instant pas parvenus à affronter. De ce point de vue, les incitations européennes à l'élaboration des programmes d'intégration des Roms - restés pour l'essentiel sur le papier - n'ont guère eu les effets attendus. Qui plus est, les encouragements à la création d'ONG roms ou, plus récemment, de partis politiques roms, ont donné une plus grande visibilité aux demandes roms, sans fournir les moyens d'y répondre, ni d'ailleurs nécessairement des interlocuteurs avec lesquels l'Etat pourrait discuter des mesures à mettre en œuvre. Dans le même temps, de larges secteurs de la population bulgare « ethnique » ont le sentiment d'avoir connu une dégradation non moins vive de leur pouvoir d'achat, sans bénéficier d'une attention similaire de la part des pouvoirs publics ou des grandes organisations internationales.

La conjugaison entre des stéréotypes anti-roms et, à un moindre degré, anti-turcs, prégnants sur la moyenne durée et la visibilité accrue des problèmes sociaux roms créent un climat favorable à l'émergence d'acteurs politiques radicaux. Plus largement, le discours de Volen Siderov, rôdé sur les ondes de la chaîne satellitaire *Skat* depuis 2003, se veut un appel au « retour de la Bulgarie aux Bulgares » compris dans un double sens³¹. D'une part, il s'agit de mettre un terme à une politique de « compromis » en faveur des minorités turque et rom vue comme une trahison nationale et de réaffirmer l'unité du peuple et de l'Etat bulgares. Par conséquent, il est hors de question d'accepter que la langue turque soit utilisée dans la sphère publique ou de mettre en œuvre des programmes d'assistance à une communauté rom appelée à « se mettre au travail ». D'autre part, il faut, selon Volen Siderov, que la Bulgarie s'émancipe de la tutelle d'une communauté internationale prédatrice : le FMI est sa première cible, mais l'opprobre est également jetée sur l'OTAN, les Etats-Unis et, à un moindre degré,

³¹ Pour une analyse plus détaillée du discours et du recrutement d'*Ataka*, voir RAGARU, Nadège. « L'émergence d'un parti nationaliste radical en Bulgarie : Ataka ou le mal-être du post-communisme », automne 2005, à paraître. Se reporter également au numéro spécial BULGARIAN HELSINKI COMMITTEE. *Obektiv*, 122, juin-juillet 2005.

l'Union européenne. Trop longtemps désireuse de reconnaissance internationale, la Bulgarie est invitée à relever la tête, à retirer ses troupes d'Irak et à refuser de fermer les réacteurs de la centrale nucléaire de Kozlodui. Dans sa dénonciation du facteur international, *Ataka* n'hésite pas à emprunter certains slogans à la gauche américaine hostile à la guerre en Irak ou à puiser dans une rhétorique antisémite assez inédite dans l'histoire moderne de la Bulgarie. Le projet de société qu'il propose en guise de remède contre les déboires de la démocratie actuelle est étatiste, mélangeant autorité et égalité dans un registre qui n'est pas sans rappeler le passé communiste, sur fond de réhabilitation de la tradition et de l'Eglise orthodoxe.

Quels électeurs ont pu se retrouver dans ce discours ? Les résultats des sondages de sortie des urnes réalisés le 25 juin 2005 permettent de distinguer deux types de votants. Il s'agit, d'une part, de représentants d'une classe moyenne inférieure, marginalisée, qui se sentent menacée, là où elle vit, par la présence de communautés roms (notamment à Plovdiv et à Sofia). Ce groupe social sur le déclin est également profondément écœuré par les élites qui se sont succédé à la tête du pays depuis 1989, soupçonnées d'avoir cherché à s'enrichir au point de détruire l'essentiel du potentiel industriel et humain du pays. D'autre part, le vote *Ataka* est le fait d'acteurs sociaux éduqués, dans la tranche des 40-50 ans. En 1989, ils avaient entre 25 et 30 ans, ont espéré grimper dans l'échelle sociale et y ont parfois réussi, mais ils se retrouvent en inadéquation avec l'ordre né des changements et commencent à juger pesantes les concessions faites par les élites bulgares pour obtenir le soutien de la communauté internationale et excessives les réformes en faveur de minorités dont les pratiques clientélistes leur apparaissent encore plus condamnables que celles des Bulgares « ethniques ». C'est aussi dans ce groupe social - qui a eu l'occasion de voyager à l'Ouest, d'y rencontrer un mépris à peine voilé pour l'Est et les Balkans et qui est revenu « guéri » de l'illusion selon laquelle existerait, dans les vieilles démocraties, un modèle réellement démocratique et transparent - que les discours dénonçant la subordination de la Bulgarie à l'étranger trouvent le plus grand écho.

A l'annonce des résultats du scrutin, le 25 juin 2005, la réaction de la classe politique a été unanime : il fallait mettre en quarantaine une formation ne pouvant être considérée comme un interlocuteur, encore moins un partenaire. Dans une deuxième phase, les lois de l'arithmétique ont amené les principales forces politiques représentées

au Parlement à concéder la possibilité d'un soutien ponctuel par des élus d'*Ataka*. A moyen terme, les élites des partis « traditionnels » pourraient être tentées de réhabiliter un certain patriotisme bulgare dans l'espoir de ne pas laisser *Ataka* monopoliser les références à la nation³². Reste à espérer que ce choix tactique ne conduira pas l'ensemble du spectre politique à reprendre à son compte une partie de l'agenda nationaliste... comme on l'a parfois vu dans des sociétés démocratiques confrontées à des situations similaires.

Les défis d'une coalition gouvernementale fragile

Dans cette configuration complexe, le gouvernement Stanišev est confronté à plusieurs défis majeurs. Le premier sera incontestablement celui de la cohérence. Au terme des discussions entre partenaires de la coalition, les socialistes ont obtenu 8 ministères (dont l'Economie et l'Energie, l'Intérieur et les Affaires étrangères). Créant la surprise, ils ont nommé au poste de ministre des Finances et sur leur propre quota un ancien député UFD, Plamen Orešarski réputé compétent et destiné à rassurer les partenaires internationaux de la Bulgarie. Le MNS II a emporté cinq ministères, dont les Affaires européennes, où Meglena Kuneva - en charge de la dernière phase des négociations d'adhésion à l'UE - garde son ancien poste, et la Défense. Le Mouvement des droits et libertés, qui s'était vu proposer 5 ministères dans le projet initial de coalition bicolore de Sergej Stanišev, a dû se contenter de trois ministères, l'Agriculture et les Forêts, l'Environnement et le poste de vice-Premier ministre en charge des catastrophes naturelles. Le principe de clé partisane retenu pour la constitution du gouvernement et la nomination des préfets s'est traduit par une inflation remarquable des positions de vice-ministres (environ 70 au total) et de vice-préfets. Outre la lourdeur de ce dispositif, on peut craindre qu'il n'engendre une certaine timidité dans la conduite des réformes, la recherche du plus petit commun dénominateur ou, pire, des rivalités locales et sectorielles très vives.

Bien que la majorité des ministères leur soit échue, les socialistes se retrouvent ainsi dans une position peu enviable. En assumant le poste de Premier ministre, ils ont

³² A cet égard, il était assez surprenant de voir des délégués à la XVème Conférence nationale de l'UFD affirmer l'importance de réhabiliter une veine nationale et traditionnelle injustement négligée.

pris le risque de porter l'essentiel de la responsabilité de l'action gouvernementale, mais sans disposer de la marge de manœuvre nécessaire, sur le terrain, à la réalisation de leur programme. Certaines promesses de campagne étaient assurément irréalistes comme celles relatives à la hausse des retraites ou du salaire minimum. D'autres engagements, en revanche, auraient pu être tenus plus aisément, n'était l'alliance avec le MNS II et le MDL : les socialistes s'étaient, par exemple, déclarés prêts à reconsidérer des contrats de privatisation ou de concessions signés par leurs prédécesseurs et jugés peu transparents. Ils avaient également promis d'étudier plus avant la légalité de la restitution des biens à la famille royale intervenue sous le mandat Saxe-Cobourg-Gotha... De telles perspectives paraissent désormais bien lointaines.

La conjoncture économique internationale n'est par ailleurs guère favorable au déploiement d'une politique sociale qui se voulait l'un des traits distinctifs du projet socialiste. Sitôt formé le gouvernement Stanišev a dû affronter les effets de la hausse des cours du pétrole (et, partant, du prix de l'essence), ainsi qu'à l'annonce, par la société russe, Gazprom, d'un prochain changement de tarification du gaz. Une première hausse des prix du gaz de 18% en moyenne était prévue pour le 1^{er} novembre. Les industries comme la chimie et la métallurgie devraient s'en ressentir vivement ; à l'approche de l'hiver, le mécontentement des ménages risque d'être palpable.

Enfin, la conclusion de dernières réformes avant l'adhésion à l'Union européenne paraît délicate. En Bulgarie, l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Croatie et la Turquie annoncée le 3 octobre a fait espérer que le processus d'adhésion ne serait pas ralenti par les incertitudes relatives à l'architecture institutionnelle de l'UE. Reste toutefois à mettre en œuvre une réforme de la justice que le gouvernement précédent avait préféré laisser à ses successeurs. L'ambitieuse refonte demandée par la Commission européenne se heurte en effet aux rivalités entre Parquet, juges, avocats, police, ministère de la Justice et ministère de l'Intérieur, ainsi qu'à l'extrême politisation des débats. Le travail de conviction et de réforme ne sera pas plus aisé dans le secteur de la concurrence : face à des milieux d'affaires inquiets, le nouveau gouvernement devra à la fois rassurer et accélérer la restructuration de la politique étatique (réduction des aides indirectes aux entreprises et de certaines niches fiscales)... un défi difficile à relever.